

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES DROITS D'EXPLORATION MARINE ENTRE TERRE-NEUVE ET LES ÎLES FRANÇAISES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Lloyd R. Crouse (Queens-Lunenburg): J'ai une question pour le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. A la suite des récents pourparlers entre représentants du Canada et de la France portant sur la question des droits d'exploration au large des côtes, le ministre a-t-il un rapport à faire au sujet des revendications discordantes des deux pays sur la région située entre Saint-Pierre et Miquelon et le littoral canadien de Terre-Neuve?

M. l'Orateur: A l'ordre. Cette question me semble de caractère très général. Je ne crois pas qu'elle soit très urgente, mais si elle l'est, que le député le dise. Sinon, nous pourrions le régler par une déclaration à l'appel des motions.

M. Crouse: Monsieur l'Orateur, la délégation s'est, je crois, rendue du Canada à Paris et n'en est revenue qu'en fin de semaine. J'écouterai donc volontiers le ministre nous faire une déclaration, car cette question intéresse non seulement la nation canadienne comme telle, mais tous nos premiers ministres provinciaux.

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, des pourparlers ont eu lieu en France, ces derniers jours, entre les gouvernements français et canadien. Notre délégation est revenue et soumettra un rapport demain. Nous pourrions alors nous rendre compte des progrès réalisés par ces pourparlers. Mon impression est que les progrès accomplis n'ont pas été tels que nous aurions espéré qu'ils soient. Néanmoins, les discussions se poursuivent.

QUESTIONS OUVRIÈRES

L'ÉTUDE DU CONSEIL ÉCONOMIQUE SUR L'ADAPTATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, le premier ministre aurait-il l'obligeance de demander au Conseil économique de remettre aux députés le texte de sa dernière étude sur l'adaptation de la main-d'œuvre à l'évolution technologique et autre? Que je sache, nous ne l'avons pas encore reçu.

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je le ferai volontiers.

Le rapport n'a paru qu'hier, je crois, mais je me ferai un plaisir de demander au président s'il est possible de répondre à ce vœu.

M. Lewis: Question supplémentaire. Je voudrais aussi demander au premier ministre si l'étude propose des mesures législatives visant le type d'ententes qui devraient intervenir entre patrons et ouvriers pour faciliter l'adaptation au progrès technologique. En tout cas, puis-je savoir si le gouvernement songe à une mesure législative à ce sujet?

Le très hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, je n'ai eu que le temps de feuilleter le rapport. Je ne suis pas certain s'il recommande ou non une mesure législative. J'ai l'impression que non. Quand au caractère général de la question, nous attendrons un rapport du groupe spécial chargé d'étudier les lois ouvrières qui, je crois, présentera certaines recommandations à ce sujet et sur d'autres questions. Toutefois, nous voudrions en être saisis avant de décider quelle mesure présenter.

L'OFFICE FÉDÉRAL DU CHARBON

LES PROCHAINES NOMINATIONS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Robert Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Comme un autre membre de l'Office fédéral du charbon est malheureusement décédé, ce qui porte à deux le nombre des vacances à l'Office, et comme l'avenir de l'industrie houillère est critique, le ministre pourrait-il nous dire quand les nominations seront faites et si l'on songera, notamment, à nommer un représentant du monde ouvrier?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je remercie le député de me rappeler cette situation et je ferai de mon mieux pour y remédier. Si le député veut poser sa candidature, j'agirai peut-être avec encore plus de célérité.

M. Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): Question supplémentaire. Puis-je demander au ministre s'il désire que j'abandonne mon siège? J'ai toujours pensé que j'étais bien vu de lui et du ministre des Transports.